

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33090 BORDEAUX CEDEX

BORDEAUX, le 05/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

E.U.R.L. SALANOVA

Machadey
276 route de Soulac
33320 Le Taillan-Médoc

Références : 23-1070
Code AIOT : 0005201318

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2023 dans l'établissement E.U.R.L. SALANOVA implanté Machadey 276 route de Soulac 33320 Le Taillan-Médoc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- E.U.R.L. SALANOVA
- Machadey 276 route de Soulac 33320 Le Taillan-Médoc
- Code AIOT : 0005201318
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Messieurs SALANOVA Eric et Pierrick exploitent une entreprise de récupération de véhicules hors d'usage sur la commune du Taillan Médoc, au 276 route de Soulac au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées. L'exploitation est également classée à enregistrement

au titre de la rubrique 2713.

La société SALANOVA a été mise en demeure, le 23 mai 2022, de régulariser les non-conformités réglementaires constatées lors de l'inspection du 29 mars 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la mise en demeure du 23 mai 2022 ;
- conditions d'exploitation ;
- conditions d'entreposage ;
- rejets dans l'eau ;
- lutte contre l'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Opérations de dépollution	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	15 jours
3	Capacité de stockage des VHU	Arrêté Préfectoral du 20/12/2018, article 5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	15 jours
4	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	15 jours
7	Systèmes de détection automatiques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	15 jours
10	Rétentions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	15 jours
11	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	15 jours
14	Registre et traçabilité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	Susceptible de suites	Astreinte	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectoral

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
8	Moyens d'alerte et de lutte	Arrêté Ministériel du 26/11/2012,	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	contre l'incendie	article 20		
9	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
12	Rejets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 29, 30	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Entreposage des VHU et des pièces	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
5	Clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
13	Entreposage des pièces et fluides	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > III.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
15	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet
16	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré de réels progrès réalisés depuis l'inspection de mars 2022, plusieurs non-conformités majeures n'ont pas été régularisées, en particulier en ce qui concerne la capacité d'entreposage des véhicules hors d'usage, la collecte des eaux pluviales et des eaux d'extinction d'incendie, ou la traçabilité des pièces détachées issues du démontage des VHU.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Opérations de dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article I
Thème(s) : Risques chroniques, Dépollution
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>1° Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage :</p> <p>[...]</p> <p>- les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;</p> <p>[...]</p> <p>2° Les éléments suivants sont extraits du véhicule :</p> <p>[...]</p> <p>- composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;</p> <p>- verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1er juillet 2013.</p> <p>3° L'exploitant du centre VHU est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces destinées à la réutilisation peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-1 du code de la consommation.</p>
Constats : <p>Au regard des non-conformités constatées lors de l'inspection du 29 mars 2022, la société SALANOVA a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 23 mai 2022, et sous un délai de un mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none">- se procurer le matériel adéquat à la désactivation des airbags, et de veiller à cette désactivation de manière systématique ;- fournir une attestation justifiant de la bonne réalisation, par le broyeur, des étapes de démontage du verre et des éléments plastiques volumineux. En l'absence d'attestation, l'exploitant réalisera lui-même ces étapes ;- mettre en place un système de traçabilité des éléments et composants démontés, lorsqu'il est techniquement possible, permettant de lier chaque élément concerné au véhicule dont il provient. <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a :</p> <ul style="list-style-type: none">- indiqué ne pas procéder à la désactivation systématique des airbags, du fait du bruit engendré par cette opération, et des possibles nuisances pour le voisinage. Toutefois, l'exploitant n'a pas démontré procéder au retrait systématique des airbags des VHU lors de leur démontage ;

<p>- fourni une attestation de la société DECONS, datée du 26 avril 2022, justifiant du tri et de la traçabilité des pièces valorisables ou recyclables, avant expédition aux exécutoires agréés ;</p> <p>- indiqué avoir mis en place un système de traçabilité des pièces détachées. Toutefois, lors de l'inspection des installations, de nombreuses pièces ne disposaient d'aucun marquage spécifique, et dans tous les cas, ne disposaient pas d'un numéro permettant de lier chaque pièce au numéro d'enregistrement spécifique du VHU dont elle est issue sur le livre de police.</p> <p>En ce qui concerne les airbags, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous 15 jours, les justificatifs attestant de leur retrait systématique, et notamment les dernières factures d'expédition de ces déchets vers leur filière de traitement.</p> <p>En ce qui concerne la traçabilité des pièces, considérant la persistance de la non-conformité faisant l'objet d'une mise en demeure au-delà des délais fixés, l'inspection propose de rendre la société SALANOVA redevable d'une astreinte journalière progressive, jusqu'à satisfaction du point associé de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 mai 2022.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Entreposage des VHU et des pièces

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article I
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>10° L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ; - les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant a minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs. « L'empilement de véhicules sur ces emplacements est interdit, sauf s'il est utilisé des rayonnages cantilevers ; - les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention ; <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation, et dans les régions concernées par la dengue et autres maladies infectieuses tropicales, à prévenir le risque de

<p>prolifération des moustiques ;</p> <p>- les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Au regard des nombreuses non-conformités relatives aux modalités d'entreposage des véhicules hors d'usage sur le site constatées lors de l'inspection du 29 mars 2022, la société SALANOVA a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 23 mai 2022, et sous un délai de 2 mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'assurer que l'ensemble des VHU non dépollués, des véhicules à risques, et des véhicules en attente d'expertise par les assureurs sont stockés sur des surfaces imperméabilisées, équipées de manière à recueillir les fuites éventuelles et les eaux de lavage, et à les diriger vers un dispositif de traitement adapté ; - justifier du dimensionnement de la zone en question, au regard de l'activité du site, dans les conditions les plus défavorables, de l'imperméabilité de la zone, du bon dimensionnement des canalisations de collecte des fuites et des eaux de lavage, et du dimensionnement du dispositif de traitement ; - revoir l'entreposage des pneumatiques, afin de limiter le risque incendie et son éventuelle propagation au reste de l'installation. <p>Le jour de l'inspection, de nets progrès ont été constatés sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre de véhicules en attente de dépollution était relativement faible (3 VHU), et ils étaient tous entreposés sur la dalle en béton à proximité de l'atelier de dépollution ; - plusieurs véhicules en attente de documents administratifs étaient stockés à l'avant du site, mais ne présentaient pas de risque particulier ; - la rigole de canalisation des écoulements, située le long de la dalle en béton a été reprise afin d'être nettement élargie et réparée, et ne présentait pas d'encrassement limitant l'écoulement des eaux de pluie ; - les pneumatiques ont été regroupés et sont à présent stockés dans un conteneur dédié, en fond de site. <p>Ces constats permettent de lever le point associé de la mise en demeure du 23 mai 2022.</p> <p>L'inspection interpelle toutefois l'exploitant sur la nécessité de maintenir la zone d'entreposage des VHU en attente de dépollution en bon état, de maintenir son imperméabilité dans le temps, et de maintenir les canalisations et caniveaux d'écoulement des eaux susceptibles d'être polluées libres de tout encombrement. L'inspection rappelle également que les véhicules à risques doivent également être stockés sur cette zone, en particulier les véhicules accidentés en attente de régularisation administrative.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Capacité de stockage des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2018, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de stockage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée :

La capacité de stockage des véhicules hors d'usage (VHU) en attente de dépollution est limitée à 15 VHU sur le site. La capacité de stockage des véhicules hors d'usage (VHU) dépollués est limitée à 110 VHU sur le site.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 29 mars 2022, 178 véhicules dépollués étaient présents sur le site, d'après le registre de police. Le nombre de véhicules en attente de dépollution était quant à lui inférieur à 15.</p> <p>Au regard de cette non-conformité, la société SALANOVA a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 23 mai 2022, et sous un délai de un mois, de redescendre sous le seuil des 110 véhicules dépollués sur site, et de fournir l'ensemble des justificatifs associés.</p> <p>Le jour de l'inspection, 185 VHU dépollués étaient présents sur le site.</p> <p>Dans son courrier daté du 25 avril 2022, l'exploitant réfutait le nombre de VHU autorisés sur son site, en mentionnant une disposition de son arrêté d'autorisation daté du 17 juin 2009 (art. 1.2.1), l'autorisant à traiter un maximum de 10 VHU par semaine.</p> <p>Toutefois, ce même arrêté prévoyait à l'article 1.1.3 une capacité maximale de traitement de 200 VHU par an. L'exploitant confond capacité maximale ponctuelle de stockage et capacité maximale annuelle de traitement. Par ailleurs, ces chiffres ont évolué, et l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 décembre 2018 prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'article 4, une quantité maximale annuelle de 400 VHU traités ; - à l'article 5, une capacité maximale de stockage de 110 VHU dépollués, et 15 VHU en attente de dépollution. <p>Au regard de ces éléments, considérant la persistance d'une non-conformité faisant l'objet d'une mise en demeure au-delà des délais fixés, l'inspection propose de rendre la société SALANOVA redevable d'une astreinte journalière progressive, jusqu'à satisfaction du point associé de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 mai 2022.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des ateliers
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Localisation des risques.</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p>

<p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) et la signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 29 mars 2022, l'exploitant ne disposait pas d'un plan à jour de son installation, indiquant les risques principaux associés à son activité.</p> <p>Dans son courrier en réponse datant du 25 avril 2022, l'exploitant a fourni le plan d'évacuation du site. Ce plan fait apparaître les différentes zones de travail du site, ainsi que la disposition des extincteurs, mais aucunement les dangers associés à chaque zone, à l'exception du risque électrique au niveau du local technique à proximité de l'accueil.</p> <p>Au regard de cette non-conformité, la société SALANOVA a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 23 mai 2022, et sous un délai de un mois, de produire un plan à jour de ses installations.</p> <p>Le plan d'évacuation mentionné ci-dessus était affiché dans les locaux du site, le jour de l'inspection. Les risques associés à son activité n'y sont toujours pas représentés. Aucun affichage ne les représente, à l'entrée ou à l'intérieur des locaux concernés.</p> <p>Considérant la persistance de la non-conformité faisant l'objet d'une mise en demeure au-delà des délais fixés, l'inspection propose de rendre la société SALANOVA redevable d'une astreinte journalière progressive, jusqu'à satisfaction du point associé de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 mai 2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 5 : Clôture de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Clôture</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture.</p> <p>Tout dépôt de déchets ou matières combustibles dans les installations de plus de 5 000 m² est distant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, la clôture était en bon état sur l'ensemble de la périphérie du site.</p>

L'exploitant avait revu le stockage des pneumatiques de manière à le protéger des intempéries.
Par ailleurs, l'exploitant a confirmé que la superficie du site était nettement inférieure à 5 000 m².
Ces éléments permettent de lever le point de la mise en demeure du 23 mai 2022 relatif au stockage des pneumatiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Electricité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Lors de l'inspection du 29 mars 2022, le rapport de vérification des installations électriques présenté par l'exploitant mentionnait 11 observations, dont 10 récurrentes. L'exploitant avait indiqué ne rien mettre en place pour résoudre les observations relevées chaque année lors de ces vérifications. Au regard de cette non-conformité, la société SALANOVA a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 23 mai 2022, et sous un délai de un mois, de mettre en place un plan d'action permettant de résoudre l'ensemble des observations relevées par l'APAVE lors de la vérification électrique des installations. Lors de l'inspection, l'exploitant a fourni le rapport de vérification daté du 4 janvier 2023 (rapport APAVE n° 11706850-003-1). Ce dernier fait état de 4 observations, dont 2 récurrentes. Il mentionne également l'impossibilité de réalisation de certains contrôles, du fait de l'absence de transmission de certains documents par l'exploitant. L'inspection note une nette amélioration sur ce sujet, mais constate que toutes les observations relevées en 2022 n'ont pas été levées. L'inspection demande à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> - sous 1 mois, de fournir les justificatifs attestant de la levée des observations mentionnées dans le rapport du 4 janvier 2023 ; - sous 3 mois, de fournir le justificatif relatif à la réalisation de l'ensemble des contrôles qui n'ont pas pu être réalisés en janvier 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Systèmes de détection automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Détecteurs de fumée
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection du 29 mars 2022, les installations ne disposaient d'aucun détecteur de fumées. Au regard de cette non-conformité, la société SALANOVA a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 23 mai 2022, et sous un délai de un mois, d'installer des détecteurs de fumées dans chacun des locaux techniques du site.</p> <p>Le jour de l'inspection, un seul détecteur de fumées avait été installé, dans le bureau du gérant. Le local de stockage des fluides n'était pas équipé, et l'atelier de démontage et de dépollution non plus.</p> <p>Considérant la persistance de la non-conformité faisant l'objet d'une mise en demeure au-delà des délais fixés, l'inspection propose de rendre la société SALANOVA redevable d'une astreinte journalière progressive, jusqu'à satisfaction du point associé de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 mai 2022.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. [...] L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux

présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 29 mars 2022, l'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier la disponibilité effective des débits d'eau du poteau incendie situé sur la voie publique, à proximité du site.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir sollicité le SDIS et la commune afin de se voir transmettre l'attestation de débit du poteau, mais sans réponse à ce stade.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant, sous 15 jours, de relancer une demande d'attestation, et sous 2 mois, de lui transmettre l'attestation en question.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 29 mars 2022, l'exploitant ne disposait pas d'un plan des réseaux à jour, et n'était pas en mesure d'indiquer avec précision la localisation du point de rejet des eaux résiduaires.</p> <p>Dans son courrier en réponse daté du 25 avril 2022, l'exploitant a joint un plan du site mis à jour pour y intégrer le plan des réseaux. L'inspection note que ce plan est incomplet. En effet, la collecte des eaux pluviales n'est pas représentée sur le plan, et du fait de l'absence de vanne sur le site (cf point de contrôle dédié), aucun dispositif d'obturation n'est représenté.</p> <p>Par ailleurs, le plan fait apparaître une canalisation de collecte des eaux polluées qui traverse tout le site d'Est en Ouest, jusqu'au séparateur d'hydrocarbure. Or lors de la visite de mars 2022, l'inspection avait constaté que le tracé de cette canalisation est en partie enterré, sur la zone non imperméabilisée du site, et fonctionne tel un drain afin de diriger les eaux pluviales vers le dispositif de traitement. Sur cette partie de la canalisation, aucun regard ne permet de vérifier l'état de la canalisation.</p> <p>Au regard de ces non-conformités, la société SALANOVA a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 23 mai 2022, et sous un délai de un mois, d'établir un plan des réseaux à jour.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué la localisation du point de rejet des eaux résiduaires à l'extérieur du site (raccord enterré à la collecte des eaux pluviales au niveau de l'entrée du site) et au milieu naturel (rejet des eaux regroupées dans le fossé longeant le Chemin de Tanaïs).</p>

<p>L'inspection demande à l'exploitant, sous 15 jours, de mettre son plan à jour, dans le respect des prescriptions relatives aux eaux pluviales et au confinement des eaux d'extinction d'incendie. L'inspection demande également à l'exploitant de clarifier la nature de la canalisation située en dehors de la zone imperméabilisée, de justifier de son état et de la pertinence de son utilisation.</p> <p>Dans l'attente de ces éléments, l'inspection ne propose pas de sanction administrative sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 10 : Rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux accidentelles (2)</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</p> <p>Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ; <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 29 mars 2022, il avait été constaté que le site était dépourvu de dispositif</p>

de rétention des eaux d'extinction incendie. Pourtant, le site a déjà brûlé plusieurs fois par le passé.

Au regard de cette non-conformité, la société SALANOVA a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 23 mai 2022, de :

- fournir le dimensionnement du dispositif de rétention adapté aux besoins du site, les modalités de rétention retenues, et les devis associés, sous 2 mois ;

- et sous 6 mois, de mettre en œuvre le dispositif de rétention retenu.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué n'avoir entrepris aucune action sur le sujet, devant l'ampleur des travaux à engager. L'inspection a incité l'exploitant à procéder par étapes, en commençant par le calcul D9 permettant d'identifier plus précisément les volumes d'eau nécessaires à la défense incendie du site.

L'inspection a rappelé qu'il s'agit d'un enjeu réglementaire central au sein d'un centre VHU, au regard de l'accidentologie particulièrement fréquente, notamment en termes de risque incendie.

Considérant la persistance de la non-conformité faisant l'objet d'une mise en demeure au-delà des délais fixés, l'inspection propose de rendre la société SALANOVA redevable d'une astreinte journalière progressive, jusqu'à satisfaction du point associé de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 mai 2022.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 15 jours

N° 11 : Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (déboureur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.

Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les

bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de l'inspection du 29 mars 2022, il a été constaté que :

- la dalle en béton au niveau de la zone de stockage des véhicules non-dépollués et de la zone extérieure de dépollution présentait de nombreuses fissures et altérations de son intégrité ;
- la rigole faisant office de canalisation des eaux était fortement abîmée par endroits, remplie de terre, et recouverte de pièces détachées sur plus de la moitié de sa longueur ;
- une partie au moins des eaux de toiture s'écoulait au niveau de l'avaloir situé à moins de deux mètres de la cuve de traitement, et menant directement à elle.

Au regard de ces non-conformités, la société SALANOVA a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 23 mai 2022, de :

- proposer un projet de réfection complète de la zone imperméabilisée et des réseaux de collecte des eaux pluviales, sous 2 mois ;
- mettre en œuvre les solutions retenues, sous 6 mois.
- séparer les eaux pluviales de toitures, non-polluées, des autres eaux pluviales collectées, et de prévoir un point de rejet dédié, sous 2 mois.

Le jour de l'inspection, il a été constaté que :

- la dalle imperméable au niveau de la zone de stockage des VHU en attente de dépollution avait été réparée,
- la dalle à l'intérieur du bâtiment, et notamment au niveau de la zone de dépollution des VHU, avait été entièrement refaite,
- la rigole qui permet l'écoulement des eaux de pluie vers le débourbeur/déshuileur a été entièrement refaite, élargie, et dégagée de tout objet perturbant l'écoulement des eaux.

Il a également été constaté que l'écoulement des eaux de toiture n'avait pas fait l'objet de modifications.

Considérant la persistance de la non-conformité relative aux eaux pluviales non souillées, faisant l'objet d'une mise en demeure au-delà des délais fixés, l'inspection propose de rendre la société SALANOVA redevable d'une astreinte journalière progressive, jusqu'à satisfaction du point associé de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 mai 2022.

Les autres points mentionnés ci-dessus peuvent être levés. L'inspection indique à l'exploitant l'obligation de curage des réseaux et du séparateur d'hydrocarbures, à minima une fois par an, et autant que de besoin, le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 29, 30

Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

<ul style="list-style-type: none"> • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 29 Mesure des volumes rejetés et points de rejet. Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.</p> <p>Article 30 Eaux souterraines. Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.</p> <p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection du 29 mars 2022, la nature du rejet des eaux de pluie souillées, après traitement, n'était pas clair. Par ailleurs, aucun point de prélèvement n'était aménagé, en sortie de la cuve de traitement, et d'après l'exploitant, les prélèvements des laboratoires d'analyse étaient réalisés directement dans la cuve de traitement.</p> <p>Au regard de ces non-conformités, la société SALANOVA a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 23 mai 2022, et sous un délai de 2 mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - proposer un projet de raccordement de la cuve de traitement des rejets aqueux au réseau d'assainissement public collectif le plus proche, ou à la masse d'eau la plus proche ; - prévoir la mise en place d'un point de prélèvement adapté ; - de mettre en œuvre le projet retenu sous 6 mois. <p>Le jour de l'inspection, comme précisé au point de contrôle relatif au schéma des réseaux, l'exploitant a confirmé que les eaux susceptibles d'être polluées étaient intégralement captées et dirigées, après traitement, vers un fossé qui coule à proximité du site.</p> <p>En ce qui concerne le point de prélèvement, il n'a pas évolué.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant, sous 1 mois, de mettre en place un point de prélèvement permettant un prélèvement dans les règles de l'art, et idéalement un prélèvement 24h asservi au débit.</p> <p>Dans l'attente de cette réalisation, l'inspection ne propose pas de sanction administrative sur ce point.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 13 : Entreposage des pièces et fluides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > III.
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des pièces et fluides
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés</p>

et étanches, munis de rétention. Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 29 mars 2022, il a été constaté que les batteries étaient stockées dans un conteneur spécifique étanche, mais qui n'est pas muni de rétention, et qui ne dispose pas de couvercle.</p> <p>Au regard de cette non-conformité, la société SALANOVA a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 23 mai 2022, et sous un délai de 3 mois, de munir les conteneurs de batteries de rétentions, et de les maintenir fermés.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que le stockage des batteries a été déplacé sur une rétention adaptée, à l'intérieur de l'atelier.</p> <p>Ce constat permet de lever le point de mise en demeure mentionné ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Registre et traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44
Thème(s) : Autre, Registre VHU
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ; - le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ; - le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 29 mars 2022, il avait été constaté plusieurs écarts relatifs au remplissage du registre tenu par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence, sur le site, d'un véhicule enregistré dans le logiciel comme détruit (immatriculation AR-058-PC, date de sortie enregistrée au 16/11/2021) - la présence, devant et sur le site de plusieurs véhicules non-enregistrés au registre, dont certains sont pourtant présents depuis plus d'un mois, d'après les documents administratifs en possession de l'exploitant (cartes grises avec mention "cédée pour destruction" et date de cession : immatriculations DY-707-AY, BX-537-RM cédée le 16/03/2022, AV-203-LP cédée le 19/03/2022, AW-169-KY et 768-BHN-13 cédées le 11/02/2022) - la mention dépolluée, sur le logiciel, pour certains véhicules qui ne le sont pas (immatriculations AY-588-TP et 71-MM-33).

<p>Au regard de ces non-conformités, la société SALANOVA a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 23 mai 2022, et sous un délai de 15 jours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mettre à jour l'ensemble de son registre VHU, pour les véhicules hors d'usage présents sur son site ; - de démontrer que l'ensemble des éléments requis au titre du registre VHU et des registres des déchets entrants et sortants sont à la fois disponibles, et correctement renseignés au sein de son outil informatique. <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant renseigne, sur l'outil numérique OPISTO (qui fait aussi office de livre de police), une partie des informations demandées au titre de l'article 44 de l'arrêté du 26/11/2012.</p> <p>Toutefois, la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage, ainsi que le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ne sont pas systématiquement renseignés.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de veiller, pour chaque véhicule, à remplir les informations relatives aux déchets issus de la dépollution des véhicules :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nature - quantité - installation de traitement <p>Considérant la persistance de la non-conformité faisant l'objet d'une mise en demeure au-delà des délais fixés, l'inspection propose de rendre la société SALANOVA redevable d'une astreinte journalière progressive, jusqu'à satisfaction du point associé de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 mai 2022.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 15 jours

N° 15 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été relevé que l'exploitant disposait bien d'un compte Trackdéchets. L'exploitant a fourni 2 exemples de bordereaux choisis de manière aléatoire par l'Inspection. Ces bordereaux concernent les liquides de refroidissement (BSD-20221019-5PEAY44ZJ daté du 19 octobre 2022), et des catalyseurs usagés (BSD-20230720-3WHFRE44P daté du 20 juillet 2023). L'Inspection n'a constaté aucune anomalie particulière quant au remplissage de ces bordereaux.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 16 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43
--

Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Prescription contrôlée :

II. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;

4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;

5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I.

Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.

Constats :

Les déchets dangereux produits par le fonctionnement de l'installation font l'objet d'une traçabilité ad hoc sous Trackdéchets et in fine, les données sont déversées automatiquement dans le RNDTS. Ces éléments n'appellent aucune remarque de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite
--